

Brochure n° 3005 T2

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2017
(PICARDIE)

NOR : ASET1750079M
IDCC : 1702

Entre :

FRTTP Picardie

D'une part, et

UR CFDT

UR CFTC

UR CGT-FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2017, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, étendu par arrêté ministériel du 10 avril 2003 (*Journal officiel* du 20 avril 2003), sont les suivantes :

(En euros.)

| NIVEAU | POSITION | COEFFICIENT | SALAIRE MINIMUM ANNUEL (base 35 heures) |
|--------|----------|-------------|--|
| I | 1 | 100 | 18 948 |
| I | 2 | 110 | 19 402 |
| II | 1 | 125 | 19 995 |
| II | 2 | 140 | 22 393 |
| III | 1 | 150 | 23 996 |
| III | 2 | 165 | 26 224 |

| NIVEAU | POSITION | COEFFICIENT | SALAIRE MINIMUM ANNUEL (base 35 heures) |
|--------|----------|-------------|--|
| IV | | 180 | 28 605 |

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes des départements de l'Aisne, l'Oise et de la Somme.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Amiens, le 15 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)